

## question du jour

## La démocratie est-elle en bonne voie en Afrique?



**Jean-François Bayart (1)**  
Chercheur à l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève  
(Source : J.-F. Bayart)

## Les sociétés africaines sont des sociétés politiques comme les autres

Il ne faut pas regarder les élections africaines de manière condescendante. En Afrique, mais aussi en Occident, les démocraties ne sont pas de longs fleuves tranquilles. Les démocrates africains sont comme les autres : tantôt ils gagnent, tantôt ils perdent. En outre, il est essentiel de s'éloigner de toute vision idéaliste de la démocratie. Ce régime politique n'est pas contradictoire avec l'instauration de classes dominantes, notamment par l'accaparement de la terre. Les sociétés africaines sont des sociétés politiques comme les autres, sans modèle type d'élections ou de « transition démocratique ». La démocratie africaine, c'est un combat, un idéal que les acteurs politiques mettent en œuvre, avec des hauts et des bas.

**Il est essentiel de s'éloigner de toute vision idéaliste de la démocratie.**

Il est difficile de comparer les processus électoraux en cours au Mali, en République démocratique du Congo (RDC) et au Zimbabwe, trois pays qui possèdent chacun des histoires précoloniales et coloniales différentes. Le Mali a vécu le passage du régime nationaliste et socialisant de Modibo Keita à un régime militaire libéral sur le plan économique, sous Moussa Traoré, en 1968, puis à un régime de multipartisme après la révolution de 1991. Après les rébellions de la décolonisation, le Congo est passé d'une dictature à l'autre, de Mobutu aux Kabila père et fils, en 1997.

Au Zimbabwe, la lutte de libération nationale s'est faite très tardivement, dans un contexte de ségrégation raciale, et a été suivie de l'instauration d'un régime de

Tournant la page des années Mugabe, le Zimbabwe a réélu son président sortant dès le premier tour, lundi 30 juillet, lors d'un scrutin dénoncé par l'opposition. Au Mali, les observateurs de l'UE ont appelé le gouvernement à observer davantage de transparence et à garantir l'accès aux bureaux de vote au second tour de la présidentielle, dimanche prochain. Autre élection attendue, la RDC Congo connaît désormais ses candidats pour le scrutin du 23 décembre.

Lire aussi page 7

facto de parti unique. La « victoire » du président sortant Emmerson Mnangagwa s'apparente à une restauration autoritaire par les urnes, après une révolution de palais contre le vieux président, Robert Mugabe, assez comparable au renversement de Bourguiba par Ben Ali, en 1987, en Tunisie.

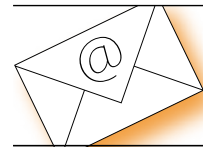
Malgré ce changement, la continuité du personnel politique du régime est évidente. Emmerson Mnangagwa n'est autre que l'ancien vice-président, et il perpétue les méthodes électorales et policières de son mentor.

En RDC aussi, la reproduction de la classe politique est impressionnante. Il y a dans ce pays une grande permanence des élites dominantes. Joseph Kabila est l'enfant de Laurent Kabila, guérillero quasi institutionnel de l'époque mobutiste, qui a réussi une succession dynastique quand son père a été tué. Son opposant Jean-Pierre Bemba, quant à lui, fait partie de la classe politique mobutiste. On associe toujours le Congo à l'instabilité. Mais Mobutu est resté au pouvoir de 1965 à 1997, et les Kabila ont pris sa suite. Par ailleurs il existe une véritable conscience nationale congolaise, qui stabilise l'État dans son désordre.

À travers les élections maliennes, on retrouve cette stabilité de la classe dominante. L'establishment politique qui concourt est composé de deux grandes tendances : la strate du régime socialisant de Modibo Keita et la strate de Moussa Traoré. Elles sont issues de lignages historiques. Ibrahim Boubacar Keïta, président sortant et candidat favori, c'est un peu comme si un Capétien se présentait en France!

Recueilli par Justine Benoit

(1) Auteur de *Violence et religion en Afrique*, Éd. Karthala, 170 p., 12 €.



## courrier

Vos réactions par courrier : 18 rue Barbès, 92128 Montrouge Cedex. Sur le site : [www.la-croix.com](http://www.la-croix.com)  
Par courriel : [lecteurs.lacroix@bayard-presse.com](mailto:lecteurs.lacroix@bayard-presse.com).

## PMA (suite)

— Je vous écris à la suite de l'article du 19 juillet sur l'ouverture de la PMA à propos duquel je m'insurge. Je suis mariée et mère de cinq enfants, dont le premier est né par PMA en mai 2015. Pour le premier enfant, j'avais le syndrome polykystique et pas d'ovulation. J'ai donc suivi pendant deux ans des stimulations et inséminations avec des injections quotidiennes (...). J'ai dû renoncer à travailler pour être disponible pour tous ces protocoles. Ces traitements hormonaux très lourds ont occasionné du diabète gestationnel, m'obligeant à me piquer à l'insuline durant ma grossesse, ma thyroïde s'est dérégulée, j'ai perdu mes cheveux au détriment d'une forte pilosité, ma dentition est devenue catastrophique et j'ai dû recourir à des implants céramiques pour remplacer les dents fichues. Toujours durant cette grossesse, j'ai développé une cinquantaine de lithiases dans la vésicule biliaire, j'ai dû me faire retirer cette dernière une semaine après l'accouchement.

Après avoir vécu tout cela, lorsque je lis Guillaume Chiche qui ose dire pour les femmes désirant une PMA « la souffrance, la frustration, la colère qu'une femme peut ressentir lorsque son corps ne l'autorise pas à devenir mère » alors que ces sentiments ne sont pas dus à un problème médical comme le mien mais à un refus d'un acte sexuel pour procréer avec un homme par choix, je suis très en colère! On mélange tout, on parle de tout sans connaître le sujet réellement. J'invite à aller dans un Cecos/Ceres parler aux futurs parents qui attendent dans une salle séparée pour ne pas être confrontés à des parents qui ont la chance d'enfanter naturellement, écouter les réflexions que nous avons subies sur le coût élevé de ces protocoles (pour rappel en 2004 l'hormone que l'on m'injectait pour cinq jours coûtait 365 € la boîte, faites le calcul sur un cycle!) et le nombre de FIV autorisé économiquement sans le paramètre de l'âge de la mère, sans compter le reste... Je rappelle aussi que le taux de réussite d'une PMA est de 20 %, pas mieux que Dame Nature. Alors au lieu d'écouter les inepties de nos politiciens et pro- ou anti-PMA qui ne sont pas passés par ce parcours long, difficile, tortueux, donnez la parole à ceux qui connaissent le sujet, qui ont subi toutes ces épreuves, des couples qui n'ont pas résisté à l'intrusion dans leur sexualité (test de Hühner par exemple) et se sont séparés...

Pour ma part, ouvrir la PMA aux femmes homosexuelles va créer des situations difficiles dans les centres, car lorsque vous suivez un tel parcours, humainement vous êtes jaloux de la paternité et maternité des autres, et là vous allez être confrontés non pas à un parent qui a une même pathologie que vous mais uniquement à un choix sexuel. Car dans les salles d'attente nous sommes tous ensemble dans notre souffrance, dans nos témoignages. Des tensions vont apparaître, et je souhaite aux directeurs de centre beaucoup de patience pour gérer ces conflits à venir en plus de la gestion quotidienne et le poids économique.

Laurence Devanne  
(Allier)

## Nucléaire flottant

— La Croix du 18 juillet ne s'est pas trompée en consacrant une page entière à la première centrale nucléaire russe flottante. La France, un des rares leaders mondiaux de ces petits réacteurs de quelques dizaines de mégawatts, aurait pu se placer depuis longtemps sur ce marché d'avenir. Mais peut-être que notre pays préfère garder jalousement cette technologie pour propulser ses sous-marins et porte-avions militaires plutôt que de la mettre sur le marché civil à la disposition des pays en développement qui ne peuvent se payer les énormes réacteurs de 1 000 mégawatts des pays riches. Quoi de mieux que ces petits réacteurs du futur, flottants ou immergés, respectueux de l'environnement, solutions au réchauffement climatique car n'émettant pas de CO<sub>2</sub>, pour produire à la demande 24 heures sur 24 l'électricité dont ils ont cruellement besoin pour se développer et combattre l'émigration de réfugiés économiques? Les avantages de ces petits réacteurs sont nombreux. Non seulement leur sûreté est exceptionnelle grâce à la simplicité de leur refroidissement, aisé même en cas d'incident grave (ce qui exclut tout risque « Fukushima »), mais la technologie actuelle permet de ne recharger ce type de « pile atomique » que tous les dix ans, permettant d'alimenter pendant des années, les nuits sans soleil comme les jours sans vent, une ville côtière de plusieurs dizaines de milliers d'habitants du Nigeria ou d'ailleurs. Heureusement, en France, aux États-Unis, en Chine autant qu'en Russie, de jeunes scientifiques soucieux de développement énergétique écologique et équitable y songent très sérieusement.

Jean-Luc Salanave  
(Béarn)